Opinion publique européenne : le plus grand perdant des sanctions est l'UE

25 octobre 2023

Selon la majorité des citoyens européens, l'Amérique et la Chine gagneront, tandis que l'Ukraine, la Russie et l'UE perdront face aux mesures punitives. Selon l'étude de Századvég, il y a presque trois fois plus de personnes interrogées qui estiment que les sanctions nuisent avant tout à l'Union européenne que celles qui considèrent la Russie comme le principal perdant.

L'attente fondamentale des sanctions est qu'elles causent plus de dommages au pays sanctionné qu'aux économies qui les imposent. Dans les mois qui ont suivi le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne, les dirigeants bruxellois ont justifié la nécessité d'introduire des mesures punitives de plus en plus strictes en affirmant qu'elles seraient en mesure de mettre à genoux l'économie russe en peu de temps et de permettre ainsi un redressement rapide. fin à la guerre. Après l'échec de l'idée initiale, Bruxelles a modifié son raisonnement précédent et a déclaré que même si les sanctions n'avaient pas d'effet suffisant à court terme, elles feraient reculer l'économie russe à moyen et long terme sans pour autant entraîner de charges insupportables pour les Européens. Cependant, outre les données économiques de la période écoulée depuis le début de la guerre, l'opinion des Européens montre également que le nouvel argument a également échoué et que c'est le plan de Bruxelles qui a le plus nui à l'Union.

Les États-Unis et la Chine gagnent, l'UE perd face aux sanctions

Sur la base des résultats des recherches de Századvég, une majorité de ceux qui considèrent l'Amérique et la Chine comme les gagnants de la politique de sanctions et l'UE comme les perdants dans tous les pays examinés. Les Européens voient également les effets négatifs sur leur propre pays ; seuls les Norvégiens estiment avoir gagné les mesures punitives. La raison en est probablement que l'Union a partiellement remplacé les achats d'énergie russes perdus par des livraisons norvégiennes, de sorte que les sanctions ont indirectement contribué à l'augmentation des revenus de la Norvège.

Európa Projekt

Ön szerint az orosz–ukrán konfliktus gazdasági következményeinek és a szankcióknak az alábbi országok inkább nyertesei, vagy inkább vesztesei? (%)

				az ön országa		
Ausztria	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Belgium	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Bulgária	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Horvátország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Ciprus	✓	✗	✓	✗	✗	✓
Cseh Köztársaság	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Dánia	✗	✓	✓	✗	✗	✓
Észtország	✗	✓	✓	✗	✗	✓
Finnország	✗	✓	✓	✗	✗	✓
Franciaország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Németország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Görögország	✓	✗	✓	✗	✗	✓
Ír Köztársaság	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Olaszország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Lettország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Litvánia	✗	✓	✓	✗	✗	✓
Luxemburg	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Málta	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Hollandia	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Lengyelország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Portugália	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Románia	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Szlovákia	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Szlovénia	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Spanyolország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Svédország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Magyarország	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Egyesült-Királyság	✗	✗	✓	✗	✗	✓
Norvégia	✗	✓	✓	✓	✗	✓
Svájc	✗	✗	✓	✗	✗	✓

SZÁZADVÉG EUROPA PROJEKT

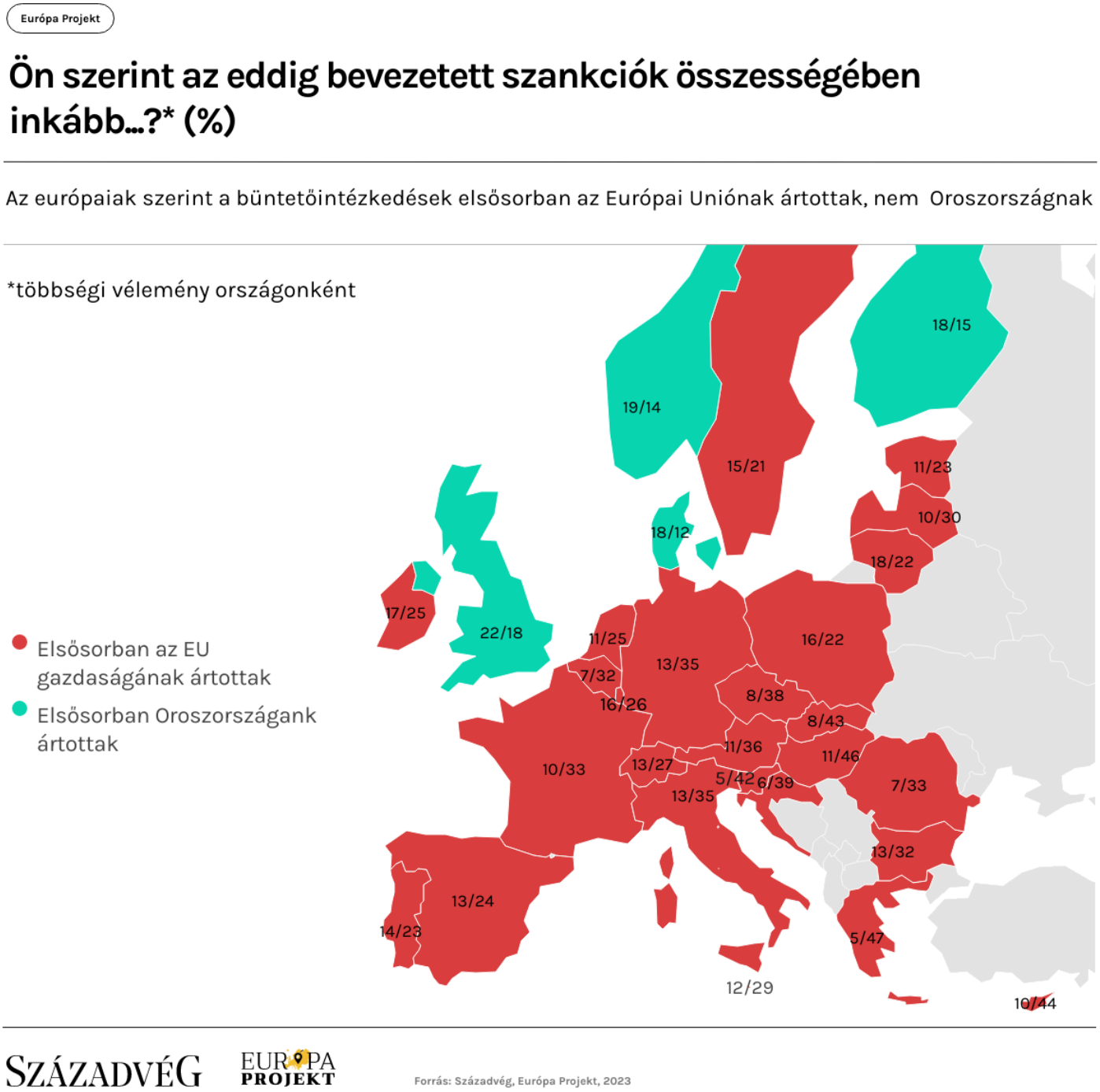
Forrás: Századvég, Európa Projekt, 2023

L’évaluation des effets sur les parties directement touchées par la guerre montre un tableau plus mitigé : la majorité des Chypriotes et des Grecs classent la Russie, et certains pays scandinaves et baltes classent également l’Ukraine parmi les gagnants. Sur la base de la moyenne pondérée par la population des pays examinés, 54 et 54 pour cent des Européens considèrent les États-Unis et la Chine comme des gagnants (22 et 19 pour cent plutôt comme des perdants), et seulement 26 et 23 pour cent de l'UE et de leur propre pays (tandis que 56 et 60 pour cent sont perdants).

Les mesures punitives ont principalement porté préjudice à l’Union européenne et non à la Russie.

Lorsqu'on leur a demandé si les sanctions étaient plus préjudiciables à l'UE ou à la Russie, la majorité des citoyens de l'UE (49 %) ont répondu de manière neutre, c'est-à-dire qu'ils

estimaient que les mesures punitives causaient un préjudice aux deux parties. Il est cependant révélateur que près de trois fois plus de personnes interrogées (31 %) estiment que les sanctions nuisent principalement à l'UE qu'à la Russie (12 %).



Dans seulement deux États membres (le Danemark et la Finlande), une plus grande partie de la population pense que les mesures punitives ont causé principalement des dommages à la Russie que le nombre de personnes qui désignent l'UE comme le principal perdant. Les Grecs, les Slovènes et les Hongrois sont les plus critiques à l'égard des sanctions ; dans ces pays, 5, 5 et 11 pour cent des personnes interrogées considèrent la Russie, et 47, 42 et 46 pour cent considèrent que l'UE est la plus grande victime des mesures punitives.

• À propos de la recherche du projet Europe

Au premier semestre 2016, une enquête d'opinion publique couvrant les 28 États membres de l'Union européenne a été menée sous la direction de la Fondation Századvég dans le but

d'examiner les opinions des citoyens européens sur les questions qui affectent le plus l'avenir de l'Union. De manière unique, le sondage d'opinion publique Project28 a interrogé 1 000 adultes sélectionnés au hasard par pays, soit un total de 28 000, dans l'éventail le plus large à ce jour. L'un des objectifs les plus importants de l'étude était de connaître le sens de l'économie dans la société, de cartographier les attitudes de la population face aux performances de l'Union européenne, à la crise migratoire et au terrorisme croissant. Après les enquêtes de 2017, 2018 et 2019, la Fondation Századvég, mandatée par le gouvernement hongrois, a poursuivi depuis 2020 la recherche sous le nom de Projet Europe, qui a continué à réfléchir sur les sujets qui déterminent le plus le discours public politique et social européen.
L'objectif de l'enquête 2023 était une fois de plus de cartographier les attitudes du public concernant les problèmes publics les plus importants affectant notre continent. Outre la perception de l'économie de la société, les performances de l'Union européenne, le changement climatique et la crise migratoire, en lien avec les nouveaux défis qui touchent l'Europe, les thèmes déterminants du scrutin de cette année sont la guerre russo-ukrainienne, la crise énergétique , l'approvisionnement énergétique et la politique familiale. L'étude de 2023 a couvert le Royaume-Uni, la Norvège et la Suisse en plus des États membres de l'Union européenne. Ainsi, un total de 30 000 adultes sélectionnés au hasard ont été interrogés à l'aide de la méthode CATI entre le 26 avril et le 22 juin.